

Les mencheviks et la révolution russe

(Fiodor Dan)

Fiodor Dan (pseudonyme de Fiodor Gourvitch) (1871-1947), fils de pharmacien, it des études de médecine, au cours desquelles il adhéra au mouvement social-démocrate en formation, en 1894. Il est l'un des fondateurs, avec Lénine et Martov, de l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière de Saint-Pétersbourg. Après plusieurs années d'exil, il fuit à l'étranger en septembre 1903, juste après le deuxième congrès du POSDR, qui s'est achevé par la scission entre les bolcheviks et les mencheviks, que Dan rejoint et dont il devient très vite l'un des principaux dirigeants. Membre du comité central du POSDR à partir de 1905, il dirige la fraction menchevique des députés de la IV^e Douma (1912-1917).

Il est arrêté dès le début de la guerre pour ses positions internationalistes et exilé en Sibérie. En mai 1916, il est mobilisé comme médecin militaire... Dès son retour à Petrograd, en mars 1917, il est élu membre du bureau du comité exécutif du soviet de Petrograd ; il dirige avec Tseretelli, le menchevik géorgien, le groupe des "défensistes révolutionnaires" (partisans de la guerre maintenant que le tsarisme est renversé). Lors du premier congrès des soviets, en juin 1917, il est élu membre du présidium du comité exécutif des soviets. Considérant, comme tous les mencheviks, que la révolution russe n'est et ne peut être qu'une révolution démocratique bourgeoise, il s'oppose au mot d'ordre "*Tout le pouvoir aux soviets*" et s'affirme partisan du gouvernement de coalition avec les partis bourgeois. Après les journées de juillet, il demande que Lénine et Zinoviev soient traduits devant les tribunaux et propose que les bolcheviks soient exclus des comités exécutifs des soviets à tous les niveaux.

C'est lui qui, le 25 octobre, ouvre la séance du deuxième congrès des soviets, qu'il abandonne dès la décision du congrès de prendre le pouvoir entre ses mains. Lors de la réunion du comité central des mencheviks et des délégués mencheviks au soviet de Petrograd, le 3 novembre, il affirme que l'action des mencheviks repose sur trois postulats : "*Premièrement, la guerre civile se déchaîne et ouvre la voie à la contre-révolution ; deuxièmement, pour empêcher la guerre civile, la capitulation du bolchevisme est indispensable ; troisièmement, notre tâche est de séparer le bolchevisme du mouvement ouvrier.*" Il s'affirme partisan d'un gouvernement de coalition de tous les partis socialistes, en précisant : "*Le sens de l'accord est de contraindre les bolcheviks à renoncer à l'idée du pouvoir des soviets*" et, connaissant l'existence d'un groupe de dirigeants bolcheviks favorables à cet accord (Zinoviev, Kamenev, Lounatcharski, Noguine, etc.), il ajoute : "*L'accord est impossible sans la scission du bolchevisme*", qu'il s'agit donc d'encourager.

Hostile à la paix de Brest-Litovsk, il est délégué aux troisième et quatrième congrès des soviets en 1918 ; à ce dernier congrès, il est élu membre du comité exécutif central des soviets, ce qui ne l'empêche pas d'être soumis (à la différence de Martov) à de brèves arrestations, entre lesquelles il travaille comme médecin dans les services du commissariat à la Santé ou de l'Armée rouge.

Au tout début de mars 1921, la Tcheka l'arrête en l'accusant d'avoir été mêlé à la préparation de l'insurrection de Cronstadt, ce qui est manifestement faux. Il passe près d'un an en prison, puis est expulsé en Allemagne, où il assure la direction du Centre menchevique à l'étranger, qu'il représente à l'exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste.

Réfugié à Paris après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il continue à remplir cette fonction, dont il se décharge effectivement en 1942. Il est en effet en désaccord avec la majorité du Centre menchevique, favorable à la défaite militaire de la "*dictature de Staline*" dans la guerre. Il juge ce défaitisme contradictoire avec "*la ligne de Martov*".

Un an avant de mourir, il publie *L'Origine du bolchevisme*, où il affirme sa conviction que l'URSS stalinienne se démocratisera.

Le texte reproduit ci-dessous est extrait d'une conférence prononcée à Paris en décembre 1932 devant les étudiants socialistes SFIO. Le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une interview accordée en 1938 par Dan sur le troisième procès de Moscou.

“Les socialistes russes et la dictature du prolétariat”

LE *bolchevisme* est né au début de ce siècle, au sein de la social-démocratie russe, comme une des tendances qui s’opposaient alors à propos des questions d’organisation du parti, et ses principes n’ont fait que refléter les véritables conditions du travail révolutionnaire illégal dans la Russie tsariste. Ces conditions exigeaient la formation de groupes déterminés d’individus, pour lesquels la révolution devenait une “profession”, et qui se composaient principalement de parvenus intelligents sortis de la bourgeoisie, de la petite et moyenne noblesse, etc. Un petit nombre seulement d’ouvriers avancés pouvaient s’élever jusqu’à s’intégrer dans ces groupes d’intellectuels, où d’ailleurs ils étaient alors complètement noyés. L’écrasante majorité de la classe ouvrière elle-même, dénuée de toute éducation politique et de toute possibilité d’organisation, était au point de vue social et culturel étroitement liée au village russe paupérisé et barbare. De cette façon, toute la force d’un mouvement ouvrier faisant impétueusement sa percée se concentrait dans les cellules illégales de “révolutionnaires professionnels”. La masse ouvrière intervenait dans le mouvement comme une force physique élémentaire, qui bataillait héroïquement pour les revendications du moment, se dressait de plus en plus contre l’autocra-

tie et l’ordre tsariste tout entier, sans être toutefois en mesure de se rendre un compte exact ni des conditions historiques ni des possibilités et des buts finaux de la révolution dont elle était elle-même le porteur et le moteur.

Que faire ?

En 1902, Lénine fit écho à cette situation de fait dans sa célèbre brochure *Que faire ?* où il formule la théorie suivant laquelle le mouvement ouvrier, réduit à ses propres forces, ne s’élèvera jamais qu’à une conscience *trade-unioniste* (syndicale), qu’à l’idée d’une lutte pour l’amélioration de sa situation dans le cadre du mode capitaliste de production.

La conscience socialiste ne peut être introduite dans le mouvement ouvrier que du dehors, par des gens qui, s’étant assimilé la science moderne, sont arrivés théoriquement à l’idée de la nécessité et de l’inéluctabilité du socialisme, c’est-à-dire par des intellectuels socialistes. Les créateurs et les gardiens de la conscience socialiste, les garants d’une politique socialiste révolutionnaire, c’étaient donc les “révolutionnaires professionnels” et non la classe ouvrière elle-même dans sa masse. Cette théorie, qui contredit d’une façon si évidente la doctrine de Marx, est devenue le fondement de toute

la doctrine du bolchevisme (*léninisme*) — avant tout de sa doctrine en matière d'organisation. De là provinrent aussi les controverses sur le paragraphe 1 de nos statuts au congrès de 1903 ; elles aboutirent à la scission de notre parti en bolcheviks et en mencheviks, après que Lénine, qui, à l'encontre de Martov, voulait réserver le droit à l'affiliation au parti aux seuls "révolutionnaires professionnels", formula cet aphorisme que la tâche du parti devait consister à organiser secrètement un groupe plus ou moins *étroit de dirigeants* et à attirer au mouvement la *masse la plus large possible*. Mais cette même théorie oblige à "épurer", à tout moment, des "éléments hésitants" des rangs des "révolutionnaires professionnels" eux-mêmes, à assurer aux plus conscients la prédominance sur les moins conscients et à établir sur toute l'organisation le pouvoir dictatorial du "leader" super-conscient, car "le maximum de conscience" (chez les dirigeants) doit se combiner avec "une obéissance sans discussion" (chez les dirigés). C'est en cela que consiste précisément la "discipline prolétarienne de fer", par opposition à "l'opportunisme dans l'organisation" des intellectuels. Ce principe fondamental de la construction du parti "de haut en bas", par lequel la composition de tous les congrès est généralement déterminée par les instances centrales — apparemment élues et contrôlées par eux —, ce principe garde encore aujourd'hui sa pleine efficacité dans tous les partis bolchevistes. Toute l'organisation de l'Etat bolcheviste a d'ailleurs été construite d'après le même principe d'un prétendu "centralisme démocratique".

Des conceptions jacobines

2) Bien que, de l'avis d'Engels, "*l'époque des révolutions faites par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes*" fût passée pour les pays avancés dès la fin du XIX^e siècle, elle n'était pas encore passée pour les pays arriérés comme la Russie, même

dans le premier quart du XX^e siècle. Paul Axelrod, Martov, Rosa Luxemburg montrèrent que, sous le couvert des idées de Lénine sur l'organisation, se cachaient en réalité ses conceptions "*jacobines*" sur le développement révolutionnaire et sur la dictature. Lénine lui-même fut contraint d'en convenir, quand, dans sa brochure *Un pas en avant, deux en arrière*, il répondit à ces critiques : "*Un Jacobin lié à la classe ouvrière — tel est précisément le social-démocrate révolutionnaire*" (ainsi se nommaient alors les bolcheviks) ! Comme le jeune Marx, Lénine comprenait d'ailleurs qu'une dictature "jacobine" du prolétariat "*ne peut être qu'un moment de la révolution bourgeoise elle-même*". Son mot d'ordre, tiré des expériences de la révolution de 1905, ne fut donc pas "*Dictature du prolétariat*", mais "*Dictature du prolétariat et des paysans*". Il voyait l'unique tâche de cette dictature dans l'accomplissement radical de la révolution bourgeoise et combattit dès lors avec acharnement non seulement toute extension de cette tâche dans un sens socialiste, mais encore toutes les idées (dans le genre d'un "gouvernement ouvrier" ou d'une "révolution permanente" de Parvus et de Trotsky) qui lui semblaient de nature à éveiller des conceptions sur le passage automatique (*Hinüberwachsen*) d'une révolution bourgeoise en Russie à une révolution socialiste.

Le stalinisme remplace le léninisme

Lénine persévéra dans cette attitude pendant la guerre et, même après la révolution d'Octobre, le mot "socialiste" manquait au nom de baptême de la "République fédérative des Soviets", issue de cette révolution. Ce n'est que peu à peu que l'utopisme, libéré par la toute-puissance dictatoriale, s'unit au besoin pressant de centraliser l'économie (presque complètement arrêtée par les convulsions révolutionnaires anarchiques dans les villes et les campagnes, par le sabotage des entrepreneurs, employés, professions libérales, par la guerre civile et l'intervention) pour inscrire

le “communisme” sur le drapeau de la dictature et pour qualifier de “socialiste” la révolution elle-même. Toutefois, le changement dans la détermination des buts de la révolution n’était pas encore déduit des conditions intérieures de la Russie, mais de l’approche de la *révolution socialiste mondiale*. Et c’est seulement quand elle vit que la révolution mondiale se faisait par trop attendre que la dictature, liée par ses traditions spirituelles, se trouva forcée, après la mort de Lénine, d’arborer le mot d’ordre de la *“construction du socialisme dans un seul pays”*. Comme jadis le *léninisme* remplaça le marxisme, aujourd’hui, le *stalinisme* remplace le léninisme.

La paysannerie petite-bourgeoise

3) Il suffit de lire attentivement la récente *Histoire de la révolution d’Octobre* de Trotsky pour remarquer aussitôt comment la dictature bolcheviste prit dès son origine un caractère jacobin ; comment Lénine fut forcé de mener à bout ses plans derrière le dos des soviets, pour lesquels il réclamait publiquement “tout le pouvoir”, derrière le dos du parti, qu’il déclarait incarner l’esprit prolétarien de lutte de classe, et même derrière le dos du comité central, à la tête duquel il se trouvait ; comment, enfin, une *conjuratio*n de la “minorité consciente” s’appuya sur le *soulèvement* de la “masse inconsciente” pour mener la révolution dans le sens des “révolutionnaires professionnels”. Trotsky ne voit ici que des problèmes de technique révolutionnaire, que “l’art de l’insurrection”. En réalité, son livre même prouve que cette “technique” est déterminée par le comportement social, politique et culturel des forces sur lesquelles les bolchevistes s’appuyèrent, forces qui n’ont pas seulement déterminé le “jacobinisme” de la dictature bolcheviste, mais également ses tribulations ultérieures. Car il s’agissait avant tout de *soldats*, c’est-à-dire de *fil*s de paysans militairement organisés et armés, et ce n’est qu’en s’adaptant à eux et en s’appuyant sur eux que la “mi-

norité prolétarienne agissante” put réaliser ses plans audacieux. Dès la naissance de la dictature, la paysannerie petite-bourgeoise apparaît comme la force décisive de la révolution russe et elle marque de son empreinte le cours des événements.

Un radicalisme inouï

4) Sans aucun doute, la dictature jacobine du bolchevisme n’a pas accompli une œuvre moins importante que son prototype français. Avec un radicalisme inouï, elle a anéanti tous les vestiges de l’ordre féodal tsariste et accompli la révolution agraire. Dans la guerre civile, elle a battu la restauration et la contre-révolution “blanche”, résisté à l’intervention impérialiste, libéré les nationalités, en même temps qu’elle rétablissait l’unité de l’Etat qui menaçait de s’écrouler.

Forcée par la résistance des paysans, la grève générale des ouvriers de Saint-Pétersbourg en 1921 et le soulèvement de Cronstadt, de jeter par-dessus bord les utopies du “communisme de guerre”, elle rendit possible, en inaugurant la Nouvelle politique économique (la NEP), le rétablissement des forces productives du pays, presque anéanties par la guerre extérieure et la guerre civile, par l’intervention et le blocus, par les tempêtes de la révolution non moins que par les expériences utopiques : les entreprises étatisées furent transformées en entreprises basées sur les principes capitalistes de l’exploitation en vue du profit et la liberté de l’économie “bourgeoise” fut rendue non seulement aux exploitations paysannes et au commerce, mais partiellement aussi à la production industrielle. Aujourd’hui, dans la période de la “*ligne générale*”, où la dictature est entrée quand l’ascension des éléments bourgeois, avant tout au village, favorisée par la NEP, devint par trop dangereuse, elle s’efforce, fouettée par l’instinct de conservation et, partant, à une allure vertigineuse et insensée, et par l’emploi d’une violence extrême, de résoudre le problème historiquement nécessaire de

l'industrialisation du pays et du progrès technique de son économie rurale arriérée.

Les grandes conquêtes historiques de la révolution

5) Il ne vient pas à l'esprit de notre parti de nier les *grandes conquêtes historiques* de la révolution sous la direction bolcheviste. Il oppose au contraire ces conquêtes à tous ceux qui déclarent la dictature bolcheviste une "contre-révolution" ou la mettent sur le même pied que le fascisme. Mais en même temps, notre parti insiste sur le fait que ces conquêtes, y compris le capitalisme industriel d'Etat et la coopération agricole, se meuvent fondamentalement dans le cadre d'une révolution *bourgeoise*, et qu'inversement la dictature bolcheviste est mise en échec chaque fois qu'elle s'efforce d'étendre la révolution hors de son cadre. Cet échec n'est pas la conséquence d'un automatisme économique — inexistant — de l'évolution sociale ; il a pour cause la résistance des forces sociales vivaces, avant tout de la *paysannerie*, qui forme en Russie la classe bourgeoise fondamentale et qui ne cesse d'engendrer les rapports sociaux bourgeois. *Le problème de la révolution* — comme celui de la contre-révolution ! — n'est pas purement économique ; il est avant tout le problème du rapport des forces sociales sur une base économique donnée, *le problème de la lutte des classes*. C'est ce que doivent se dire aussi bien ceux qui haïssent aveuglément le bolchevisme que ceux qui en sont les adorateurs dénués de sens critique. Et, de ce point de vue, il devient immédiatement clair que, plus longtemps la dictature cherche à survivre à l'accomplissement des tâches historiques qui l'ont fait naître, plus elle devient un *danger* direct pour la cause de la révolution, de la classe ouvrière et du socialisme dont elle se prétend le champion.

Une étape historique

inévitable et nécessaire

Correspondant au rapport des forces sociales en Russie, la dictature bolcheviste de la "minorité consciente" s'avéra une étape historique inévitable et nécessaire dans le cours de la révolution russe. Mais l'évolution sociale se meut par antithèses ; elle est "dialectique". Toute médaille a son revers. Ce qui est bienfait aujourd'hui devient fléau demain, et la force vivifiante aujourd'hui se change demain en un "mort saisissant le vif" et freinant l'évolution sociale.

La dictature bolcheviste a anéanti jusqu'aux racines les restes de l'ordre tsariste et vaincu, dans la guerre civile, la contre-révolution. Mais déjà, au cours de ce travail historiquement nécessaire et révolutionnairement fructueux, elle a détruit pas à pas toute apparence de liberté, non seulement pour les masses exploitées renversées, mais également pour les masses ouvrières auxquelles la révolution devait précisément apporter la liberté. Les partis politiques de la classe ouvrière furent étouffés ; les syndicats, libres organes de lutte du prolétariat, transformés en une organisation bureaucratique obligatoire dans l'intérêt de la rentabilité de l'économie étatique. Le "pouvoir des Soviets", dont la supériorité sur le parlementarisme consistait, selon ses propagandistes, à exprimer la "*volonté d'aujourd'hui et non d'hier de la masse*" (Trotsky), se démasqua comme "pouvoir soviétique", c'est-à-dire comme un pouvoir illimité, qui n'est relié aux soviets que par son origine lointaine, mais qui est en réalité complètement indépendant des soviets et occupe même par rapport à eux une position dominante.

Et ce qu'il y a de plus néfaste, c'est que la guerre civile et l'intervention ont fait grandir un appareil bureaucratique, policier et militaire, rigidement centralisé et largement ramifié, dont les intérêts divergent de plus en plus des intérêts de la masse ouvrière, un appareil qui s'élève au-dessus de cette masse et ne s'impose plus à elle par l'agitation, comme ce fut le cas à l'aube de la révolution, mais par la contrainte étatique et la ter-

reur sanglante.

La dégénérescence de la dictature

La *dégénérescence* de la dictature est de plus en plus rapide depuis qu'est achevée la phase de *destruction* de l'ordre ancien et de la guerre civile, qui faisait d'une dictature jacobine dans les conditions russes une nécessité historique, et depuis que la dictature, sous le signe de la NEP, passa au travail positif de *construction*. La nécessité et la justification historiques d'un pouvoir dictatorial avaient disparu ; l'instinct de conservation de la dictature est toutefois resté et les moyens de contrainte inouïs qu'elle avait concentrés dans ses mains lui donnèrent la possibilité de maintenir une forme de l'État, qui, historiquement, s'était survécue. Par ce fait, l'exécution des tâches positives fut grevée de faux frais toujours croissants et rendue plus difficile ; faux frais qui, résultant de la puissance illimitée d'une bureaucratie à l'abri de tout contrôle public, se répercutèrent sur toute la vie économique et politique, et provoquèrent le mécontentement croissant des masses qui avaient fait la révolution et s'en voyaient maintenant frustrées. La résistance des masses contraignit la dictature — toujours dans l'intérêt de sa conservation — à liquider la "NEP" et à recourir à la politique de violence ouverte de la prétendue "ligne générale". Mais cette volte-face n'a fait que renforcer considérablement la résistance des masses. Malgré les indéniables succès de la construction industrielle, on ne réussit pas à réaliser intégralement le plan quinquennal, cependant que sa réalisation violente faisait réapparaître la misère et la faim des années du "communisme de guerre". En ce moment, les indices se multiplient que cette étape de la dictature bolcheviste court également à sa fin ; les exploitations collectives elles-mêmes, imposées à la *paysannerie*, deviennent les points de ralliement de sa résistance ; le mécontentement s'empare des *masses ouvrières* affamées, qui sont dans leur écrasante

majorité étroitement reliées au village ; de même qu'en 1922, une profonde agitation est également perceptible dans *l'armée* et dans la *flotte* ; et jusque tout en haut de la dictature, la lutte intestine s'exaspère de nouveau.

Des masses paysannes et ouvrières affamées, désespérées, sans aucune organisation et prisonnières de la terreur, ne sont pas capables d'une nouvelle "révolution". D'autant plus faut-il redouter que leur mécontentement passif ne devienne le fondement sur lequel, comme ce fut déjà souvent le cas dans l'histoire, un coup d'État "*bonapartiste*", *fasciste* en l'occurrence, tranchera les contradictions de la dictature "jacobine" qui s'est survécue. Dans la mesure où une dictature jacobine épuise ses tâches révolutionnaires, sa persistance même est un danger de contre-révolution.

La dictature d'une nouvelle couche privilégiée

1) La dictature bolcheviste n'est pas *une dictature de la classe ouvrière* ; elle est toutefois une dictature *révolutionnaire*, encore qu'elle dégénère de plus en plus en une dictature d'une nouvelle couche privilégiée, issue de la masse plébéienne. Ces considérations déterminent par rapport à elle la position de notre parti, qui est et veut rester un *parti de la classe ouvrière socialiste*.

Défendre les véritables conquêtes de la révolution

2) Un tel parti devait, même dans la révolution, conserver son programme particulier et ne pouvait ni laisser absorber complètement le mouvement ouvrier par le mouvement général d'une révolution bourgeoise, ni capituler devant la dictature "jacobine". Nous avons soutenu et soutenons encore cette dictature, partout où elle apparaît comme le sup-

port des tâches révolutionnaires ; nous avons défendu et nous défendons encore en elle les véritables conquêtes de la révolution, que ce soit sur le terrain de l'économie, de la culture, de l'autonomie nationale, etc. Nous, avons combattu et combattons encore, à ses côtés, toutes les variétés de contre-révolution et, au moment du plus grand péril, pendant la guerre civile, nous avons même décidé de mobiliser nos adhérents et de les incorporer dans les rangs de l'Armée rouge. Avec elle, nous avons défendu et défendons encore la révolution russe contre toutes les tentatives de contrainte, directes ou indirectes, de la bourgeoisie capitaliste, par l'intervention armée, le blocus commercial ou le refus de reconnaître le gouvernement révolutionnaire. Dès les premiers jours de la révolution d'Octobre, nous avons exprimé notre disposition à une alliance directe (entente) même avec la révolution dans sa forme bolcheviste, pour autant — comme Martov insista sur ce point dans son dernier écrit — que le prolétariat socialiste garderait la possibilité de conserver son propre caractère et d'agir sur la révolution pour la libérer de l'utopisme et des tendances réactionnaires, c'est-à-dire pour autant que la *démocratie* deviendrait le fondement de l'alliance, tout au moins au sein de l'écrasante majorité paysanne-prolétarienne qui avait accompli la révolution, et que, par là, la dictature abandonnerait progressivement ses tendances "jacobines".

Prévenir la contre-révolution

3) Toutefois, dans la mesure où la dictature tombait en dégénérescence, *la lutte pour prévenir la contre-révolution* passa nécessairement au premier plan dans la politique de notre parti, à côté de cette *défense de la révolution*.

Le seul moyen efficace pour prévenir la contre-révolution, c'est naturellement la *réconciliation des masses populaires avec la révolution* qu'elles ont faite, mais dont elles se détournent sous l'action de la politique dictatoriale. Le *pro-*

blème paysan apparaît à ce point de vue comme fondamental en Russie. Comme partout dans le monde, le paysan russe est un petit-bourgeois, qui désire avant tout la liberté de l'économie petite-bourgeoise. Etant donné le rôle décisif de la paysannerie en Russie, elle conquerra cette liberté tôt ou tard. Pour qu'elle n'attende pas la liberté du triomphe de la contre-révolution, il faut qu'elle l'obtienne de la révolution, de la classe ouvrière au nom de laquelle la révolution s'est faite. La liberté ne suppose pas du tout l'abandon de l'étatisation de l'industrie, elle suppose uniquement l'abandon des rythmes insensés de l'industrialisation, qui ne sont imposés que par l'instinct de conservation de la dictature et qui ne peuvent être basés que sur le pillage de la paysannerie. Elle ne suppose pas non plus le retour général à la petite exploitation individuelle, elle exige cependant l'abandon de la collectivisation par contrainte, la garantie du droit pour chaque paysan d'exploiter individuellement son champ, la transformation du kolkhoze obligatoire en une libre coopérative paysanne, au sein de laquelle les paysans pourront, en Russie comme dans le monde entier, travailler d'après les principes "bourgeois".

La nécessaire liberté des organisations ouvrières

Toutefois, afin que le prolétariat puisse apparaître comme le support de la réconciliation de la paysannerie avec la révolution et du rétablissement de l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat, et afin qu'il puisse devenir non seulement l'allié, mais le guide de la paysannerie, il faut que le prolétariat lui-même soit réconcilié avec la révolution. Non seulement sa situation matérielle doit être relevée pour qu'elle corresponde aux espérances qu'il avait mises dans la révolution, mais encore son activité politique, tuée par l'oppression et la terreur, doit être ranimée. La liberté des *organisations ouvrières* n'est pas seulement nécessaire pour la sauvegarde des

conquêtes et des intérêts du prolétariat dans la société bourgeoise qui est en train de naître de la révolution, mais elle devient aussi le préliminaire nécessaire au rétablissement de son alliance révolutionnaire avec la paysannerie. Le *remplacement de la dictature terroriste par une organisation d'Etat démocratique* — qui garantit les droits politiques, qui soumet le gouvernement au contrôle public et fait de lui non plus le maître absolu de la société, mais son serviteur — devient aussi la condition primordiale et historiquement nécessaire du *sauvetage de la révolution et de la prévention de la contre-révolution menaçante*.

Dans les conditions décrites, la social-démocratie russe ne peut attendre cette volte-face salutaire ni du bon vouloir des dictateurs, ni moins encore d'un *renversement violent* de la dictature, lequel deviendrait forcément, dans l'état des masses populaires que nous avons caractérisé, non pas le prélude d'une organisation démocratique de l'Etat, mais le point de départ de la pire contre-révolution, encore que cette contre-révolution se cacherait au début sous un manteau quasi démocratique, comme elle le fit d'ailleurs pendant la guerre civile. C'est pourquoi la social-démocratie est l'ennemie irréconciliable non seulement de tous complots et attentats terroristes, mais aussi de toute tactique basée sur la préparation, l'encouragement ou l'exploitation de la révolte. *L'organisation de tous les éléments conscients du prolétariat*, communistes y compris, en vue de contraindre le gouvernement issu de la révolution à changer sa politique dans le sens indiqué, tel est pour la social-démocratie le *seul moyen* d'ouvrir la voie à une *démocratisation du régime* et, partant, à la disparition de la dictature "jacobine" qui s'est survécue. La véritable grande révolution pourra être sauvée de l'effondrement antirévolutionnaire non par l'impossible "nouvelle révolution", mais seulement par la "*réforme*", pour autant qu'un tel sauvetage soit encore historiquement possible !

4) Mais où en sont les perspectives *socialistes* de la révolution russe ?

Bien qu'ayant un contenu identique,

les révolutions bourgeoises, à des époques et dans des circonstances différentes, se déroulent différemment : elles font passer à l'avant-plan des forces sociales différentes, elles produisent des résultats différents et elles offrent des possibilités différentes. Le cours et l'issue de la révolution russe ne pouvaient pas ne pas être influencés par la circonstance que cette révolution a éclaté à la limite de deux époques sociales, au moment où le capitalisme, dans les pays avancés, craque dans toutes ses jointures et où sa banqueroute aplanit la route vers l'économie étatique et collective, au moment où la bourgeoisie jette par-dessus bord tous ses anciens idéaux et sombre spirituellement ; au moment où le prolétariat devient la seule classe véritablement révolutionnaire. L'ambiance mondiale voulut que l'idéologie du mouvement révolutionnaire russe fût teintée de socialisme dès sa naissance. Pour la même raison, dès que la grande industrie se fut introduite en Russie, les ouvriers y devinrent la force révolutionnaire principale. C'est l'ambiance mondiale qui a voulu — comme Martov l'écrit dans son ouvrage déjà cité — que la révolution bourgeoise en Russie s'accomplisse "*comme une révolution petite-bourgeoise et paysanne, encore que conduite par un parti prolétarien, révolution très influencée par l'utopisme d'un prolétariat arriéré*". Mais c'est aussi cette ambiance qui a déterminé dans une large mesure les résultats économiques et sociaux du formidable bouleversement révolutionnaire.

La grande bataille qui s'amorce entre le capitalisme et le socialisme...

Ces résultats *pourraient* devenir les prémices d'une évolution accélérée de la Russie arriérée vers le socialisme, mais à une seule condition : que, de la grande bataille qui s'annonce entre le capitalisme et le socialisme dans les pays avancés, le socialisme sortît vainqueur. Et inversement :

toutes les prémices d'une économie étatique et collective en Russie devront traverser une évolution régressive si le capitalisme réussit à vaincre la classe ouvrière dans les pays avancés et à y rétablir sa toute-puissance.

Rien n'est donc plus néfaste que de bercer la classe ouvrière avec le "miracle de l'Orient", de l'élever dans l'espérance que la victoire du socialisme dans la Russie arriérée assurerait sa propre victoire dans l'Occident avancé. Ce n'est pas le socialisme russe qui peut sauver de la défaite la classe ouvrière des pays avancés. Au contraire : ce n'est que par le succès de sa propre lutte que cette classe ouvrière peut sauver la révolution russe et elle-même du danger dont le triomphe de la contre-révolution en Russie les menace toutes deux ; et ce n'est que la victoire du socialisme en Occident qui peut aussi assurer une évolution socialiste accélérée de la Russie. La dégénérescence de la dictature bolcheviste, que nous avons décrite, diminue toutefois les chances de cette victoire prolétarienne, non seulement parce qu'elle provoque en Russie le danger antirévolutionnaire, mais aussi parce qu'elle en-

courage la *division du prolétariat international*, tandis que son unité et la tension de toutes ses forces contre l'ennemi commun — la bourgeoisie capitaliste — sont la condition primordiale de sa victoire, de la victoire du socialisme mondial.

C'est pourquoi la social-démocratie russe considère sa lutte pour le salut de la révolution russe non seulement comme son devoir national, mais aussi comme son devoir international envers le prolétariat et le socialisme mondial. Bien que les tribulations les plus prochaines de la révolution russe soient encore cachées, la social-démocratie russe mène son combat avec la ferme confiance que la victoire finale lui est réservée et que la classe ouvrière russe se rangera elle aussi sous la bannière de la démocratie socialiste internationale et mènera la lutte pour sa libération. Car, pour le mouvement ouvrier russe aussi, Marx continue d'avoir raison contre Lénine !

(Les intertitres
sont de la rédaction.)



Fiodor Dan (1871-1947).

